

« Réorienter l'Europe vers ses dimensions démocratiques et sociales »¹

Interview de Sophie Heine, tête de liste de Stand Up for United States of Europe :

Dans une précédente analyse, nous développons la thèse selon laquelle le fédéralisme européen ne saurait être porteur d'un contenu progressiste que s'il assume une dimension politique ouvertement de gauche. Il ne pourrait par ailleurs n'être mis en œuvre que sous réserve de disposer d'un rapport de force social et politique suffisamment favorable au monde du travail.

Prenant le contre-pied de ce raisonnement, la politologue à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université d'Oxford Sophie Heine s'est lancée dans la bataille électorale sous les couleurs de « Stand Up for United States of Europe », un mouvement transpartisan favorable à une fédéralisation drastique et immédiate du Vieux continent. L'intellectuelle de gauche développe dans nos colonnes les raisons de cet engagement pour le moins surprenant en faveur de cette initiative qui ne se veut « ni de droite ni de gauche ».

ACJJ : En cette période d'euro-scepticisme, l'air du temps se prête-t-il réellement à la promotion d'un parti aussi euro-enthousiaste que Stand Up for USE ?

Sophie Heine : Notre discours va en effet à l'encontre de l'atmosphère aujourd'hui très euro-sceptique. C'est d'ailleurs la raison principale de l'existence de Stand Up : nous voulons exprimer un message fédéraliste pour lutter contre l'euro-scepticisme dominant. Toutefois, notre approche est loin d'être dénuée de critiques. Nous militons pour une « autre Europe » que l'Europe actuelle. Les mouvements euro-sceptiques, s'ils offrent des solutions erronées, fondent une partie de leur diagnostic sur des éléments objectifs difficilement contestables : la construction européenne n'a pas été dans l'intérêt des citoyens ces trente dernières années, à cause de sa dimension très oligarchique et du poids prédominant qu'elle a accordé à l'idéologie et à la pratique économique libérales par opposition aux aspects sociaux. Dans Stand Up, nous ne sommes donc pas des euro-enthousiastes béats. Toutefois, nous combinons une insatisfaction envers l'UE existante à la volonté de la réformer en profondeur plutôt que de l'abolir.

Dans un contexte de la plus grave crise sociale et économique européenne, la promotion d'un *single-issue party*² orienté sur la seule question de l'approfondissement de l'UE s'impose-t-elle réellement ?

Notre objectif est de faire passer un message sur l'UE qui nous semble fondamental, justement dans ce contexte de crise économique et sociale aiguë. Ce message s'adresse à l'ensemble des forces politiques même s'il est sans doute encore plus pertinent pour la gauche, modérée comme radicale. En effet, la seule façon de sortir de cette crise par le haut est en transformant en profondeur les politiques et les institutions européennes. On ne peut espérer sauvegarder et approfondir nos modèles sociaux ou ré-enserrer le capitalisme dans des réglementations sociales et économiques que dans un cadre européen. Les propositions inverses, qui visent à rapatrier des compétences au niveau national, sans en penser l'ensemble des conséquences, se révéleraient antagoniques aux intérêts de la majorité des citoyens.

Il est au contraire impératif de construire un autre cadre macro-économique et de mettre en œuvre une harmonisation sociale et fiscale pour permettre à la fois une certaine stabilité économique et une justice sociale. Un nouveau compromis social en réponse à la crise économique et sociale actuelle ne pourra se déployer qu'au

¹ Par Gregory Mauzé, chargé d'analyses et d'études à l'Association culturelle Joseph Jacquemotte. – mai 2014.

² Parti politique consacré à la promotion d'une thématique précise.

niveau européen, tant le degré d'intégration objective y est à présent élevé. Mais, je le répète, cela veut bien dire s'engager pour une « autre Europe », tout en usant des moyens d'action que nous fournit le système existant.

Vous avez consacré une partie de votre carrière au renouveau de la Gauche. Vous voir mener une liste, dont le comité de soutien fait la part belle aux personnalités étiquetées libérales, voire ultralibérales³, a de quoi surprendre...

Je suis en effet de gauche, d'une gauche critique et qui se revendique du radicalisme que contient en germes le libéralisme philosophique. Dans mon dernier ouvrage, « Pour un individualisme de gauche », je plaide pour la construction d'un projet axé sur l'idéal de liberté individuelle, compris de façon à la fois exigeante et ouverte. La gauche politique et sociale a largement échoué ces dernières années à reconstruire un nouveau projet mobilisateur qui s'inspire de traditions de pensée anciennes tout en s'émancipant des aspects les plus désuets de ces dernières. Le discours de la gauche n'a pas encore été suffisamment transformé pour s'adapter à la reconfiguration des rapports de domination. La gauche gouvernementale est perdue et tiraillée entre, d'une part, ses renoncements pratiques à ses idéaux et principes par son application des préceptes néolibéraux et, d'autre part, la volonté de s'accrocher à ces principes sur le plan discursif.

La gauche radicale – politique comme associative et mouvementiste – s'est quant à elle enfermée dans une approche défensive et réactive. Elle n'a pas encore entrepris le travail de refondation idéologique qui lui permettrait d'à nouveau constituer une force de proposition et de pression pourtant largement attendue. La seule façon pour la gauche de reconquérir le soutien et le suffrage des couches populaires est d'élaborer un nouveau projet, critique et propositionnel, qui soit à même de refléter la diversité des injustices qui affectent aujourd'hui la majorité des personnes et de tracer une alternative sous la forme d'une nouvelle « utopie réaliste ». Le fait qu'aucun courant politique de gauche n'offre aujourd'hui un tel projet explique ma déception à l'égard des organisations existantes.

Mon engagement dans un mouvement pluraliste comme « Stand up for Europe » est une façon de pousser un idéal fédéraliste de gauche au sein d'un mouvement pluraliste, de le confronter à des versions plus à droite du fédéralisme et de voir jusqu'où des convergences peuvent ou non aboutir. C'est un exercice qui pourrait préfigurer ce qui pourrait un jour se passer à un niveau plus macro. J'ai en effet l'espoir qu'un nouveau compromis social porté par des courants d'idées et d'intérêts opposés puisse un jour voir le jour au niveau européen. Le fédéralisme démocratique que nous proposons dans Stand up permet par ailleurs de penser le cadre institutionnel de négociation d'un tel compromis : c'est seulement dans une véritable démocratie représentative européenne que des projets de gauche et de droite pourraient s'exprimer et s'affronter au niveau aujourd'hui le plus pertinent pour penser et appliquer les politiques favorables aux citoyens. Si ce cadre démocratique pouvait advenir, je me retrouverais alors clairement du côté des forces progressistes, en espérant que, d'ici là, ces dernières aient enfin pris à bras le corps ce travail de refondation idéologique.

En tant que fédéraliste de gauche, quel jugement portez-vous sur le programme du Parti de la Gauche européenne, qui consiste à approfondir l'intégration dans certains domaines (harmonisation fiscale et sociale par le haut, mutualisation des dettes, etc.), à démocratiser les institutions actuelles (en transférant par exemple des compétences de la Commission et du Conseil vers le Parlement européen)

³ Figurent en effet dans le comité de soutien de Stand Up for U.S.E des personnalités telles que l'ancienne eurodéputée libérale Anne André-Léonard, l'ancien directeur du cabinet du ministre libéral Didier Reynders Bruno Colmant, notamment connu pour avoir conçu le très controversé mécanisme de déduction fiscale des « intérêts notionnels », ou encore Drieu Godefride, président de l'institut Hayek, think tank consacré à la promotion de la pensée de ce père fondateur de la pensée néolibérale.

tout en accordant une large place à la souveraineté des États (voire en rapatriant de certaines compétences comme le budget national vers le niveau national, corollaire de l'abrogation du TSCG) ?

Je ne souhaite pas me prononcer sur le programme du Parti de la Gauche européenne, ce qui nécessiterait une étude plus approfondie. De façon générale, je déplore que la gauche radicale ne mette pas suffisamment l'Europe à l'avant-plan. On ne peut être selon moi à moitié fédéraliste. Il faut l'être pleinement, avec un programme de gauche. Tout parti progressiste qui délaisserait la question européenne ne serait tout simplement pas crédible ni pertinent.

Pour reprendre des termes marxistes, pensez-vous réellement que la contradiction politique fondamentale à laquelle sont confrontés les citoyens européens réside dans le clivage souverainiste/fédéraliste ?

Si j'adhère à une partie de l'approche marxiste, je récusé l'idée qu'il existe toujours, à une période historique donnée, une seule contradiction fondamentale. La majorité des citoyens européens est aujourd'hui affectée par des formes de domination diverses qui ne trouvent pas toutes leurs sources dans les contradictions inhérentes au système capitaliste. Certes, les inégalités sociales engendrées par ce dernier sont essentielles et doivent se trouver au cœur de n'importe quel projet progressiste. Mais il existe aussi d'autres formes de domination qui, si elles sont influencées par le système économique, n'en découlent pas directement : les discriminations liées au genre, à l'appartenance ethnoculturelle, à la religion, à l'orientation sexuelle... La refondation idéologique de la gauche s'impose notamment pour prendre en compte, dans un discours à la fois critique et propositionnel, ces diverses formes de domination. J'ai proposé ailleurs dans mes écrits des pistes à ce sujet.

Dans ce contexte, le débat entre souverainisme national et fédéralisme est loin d'être secondaire. Le cadre institutionnel et économique dans lequel les couches populaires et leurs représentants peuvent apporter des réponses progressistes aux injustices est en effet essentiel. Or, ce cadre ne peut plus être strictement national. La seule façon d'apporter une réponse progressiste à ces injustices est de récupérer une souveraineté effective permettant de réaliser en pratique les droits humains déjà formellement reconnus dans nombre de constitutions et déclarations internationales. Mais il est à la fois plus progressiste et plus réaliste de vouloir renforcer la souveraineté européenne plutôt que de s'accrocher désespérément aux résidus de souveraineté nationale ou de vouloir reconstituer celle-ci en sortant de l'UE. Une souveraineté européenne démocratique serait à même de garantir les droits des citoyens européens de façon beaucoup plus effective que la souveraineté nationale. Mais il faudrait pour cela que la gauche sociale et politique s'engage de façon beaucoup plus explicite pour une autre Europe, sociale et démocratique, ce qui est malheureusement assez peu le cas aujourd'hui.

Les racines européennes sont essentiellement dans le camp conservateur et du grand capital, l'intégration ayant été perçue par ces derniers comme un moyen de cadenas les capacités d'intervention de l'État contre le libre marché⁴. Le fédéralisme, qui entend approfondir les interconnexions entre les Nations européennes sans remettre en cause les traités actuels pourtant emprunts de l'idéologie ordo-libérale n'est-il pas contradictoire avec l'idée d'une « autre Europe » que vous appelez de vos vœux ?

Je ne suis qu'en partie d'accord avec cette analyse. Y compris à ses tout débuts, la communauté européenne, fut le fruit de l'influence de courants sociaux et politiques dotés d'intérêts et d'idéologies variés et souvent contradictoires. Certes, les tendances les plus conservatrices ont fini par s'affirmer, en particulier à partir des années 1980. Il n'y a cependant aucune nécessité historique à ce que ce soit toujours le cas. L'Union européenne – tout comme l'État-nation au moment de sa mise en place – constitue un ensemble d'institutions

⁴ lire François Denord et Antoine Schartz, " L'Europe sociale n'aura pas lieu ", ed. Raisons d'agir, Paris, 2009

humaines nullement figées et qui peuvent évoluer en fonction de l'issue des rapports de force sociaux et politiques. L'« agency » - la liberté des acteurs humains d'influer sur leur propre histoire – passe par la lutte politique, qui est elle-même toujours et en grande partie un combat idéologique.

Pour que des institutions ayant produit des politiques conservatrices soient transformées dans un sens progressiste, il faudrait que des forces combinant un réformisme stratégique et un certain radicalisme sur le fond arrivent au pouvoir au sein de ces institutions. Pour ce faire, les courants de gauche devraient se doter d'un projet véritablement mobilisateur. Aucune tendance de gauche n'est aujourd'hui capable de remplir cet objectif de façon adéquate. La gauche, centriste comme radicale, est désespérément en manque de projet et l'une des raisons de ce déficit idéologique réside dans sa difficulté à saisir les enjeux européens de façon à la fois crédible et radicale.

Le slogan de Stand up for U.S.E. pourrait être résumé à « L'Europe n'est pas la cause, mais la solution ». Or, dans plusieurs domaines c'est plutôt l'inverse qui est vrai. À commencer par le démantèlement des modèles de sécurité sociale nationaux, qui sont précisément menacés par des directives européennes qui remettent par exemple en cause le monopole national sur la sécurité sociale... Cet exemple n'illustre-t-il pas les limites du slogan de Stand up pour une personne de gauche comme vous ?

Vous vous trompez : pour nous, ce n'est pas l'Union européenne actuelle qui est la solution. Celle-ci fait au contraire partie du problème. Comme je le disais précédemment, une partie des critiques exprimées par les courants eurosceptiques – surtout ceux de gauche – est amplement fondée, surtout en ce qui concerne la dimension antisociale de l'UE actuelle. Le déséquilibre entre l'intégration négative réalisée au niveau européen – union douanière, marché unique puis union monétaire – et l'absence de standards sociaux communs a de fait engendré un dumping social et salarial important. Les entreprises peuvent mettre en concurrence les systèmes sociaux et salariaux des États membres, ce qui crée une pression à la baisse dans ce domaine. Le même problème se produit au niveau fiscal : le « race to the bottom » dans ce domaine se traduit surtout par une diminution des niveaux de fiscalité sur les revenus du capital (profits, revenus mobiliers et immobiliers). Par conséquent, le fédéralisme promu par Stand up comprend aussi l'harmonisation sociale et fiscale, indispensable pour préserver et renforcer des systèmes sociaux et de taxation justes et redistributifs.

Il est donc crucial de distinguer ce que l'UE a fait jusqu'à présent de ce qu'elle pourrait faire si le rapport de force politique changeait et si les décisions étaient prises de manière plus démocratique à ce niveau. Penser que l'on peut préserver des systèmes de protection sociale justes en les maintenant au niveau national constitue une pure chimère vu le niveau très poussé de l'intégration économique européenne. Par ailleurs, dans une perspective progressiste, vouloir défendre uniquement les intérêts des travailleurs ou citoyens d'un seul pays pose aussi certains problèmes de type normatif. Où sont donc passés l'internationalisme et le cosmopolitisme qui ont imprégné une grande partie de la pensée de la gauche ?

Les velléités de repli national risqueraient aussi de s'opposer in fine aux intérêts de la majorité des populations des pays concernés. Les tentatives de construction d'un « socialisme dans un seul pays » se heurtèrent à d'insurmontables obstacles, entre autres : fuite des capitaux, marché intérieur trop étroit pour les produits nationaux, focalisation sur la compétitivité nationale au détriment des autres pays (à ce jeu-là, il y a des gagnants conjoncturels, mais aussi inévitablement de nombreux perdants)... Dans ce genre de configuration, les discours nationalistes risqueraient alors de se renforcer. Or, le nationalisme est très rarement à l'avantage des couches populaires. Il construit une homogénéité fictive, qui gomme les divergences d'intérêts entre classes sociales et peut facilement être utilisée par les classes dominantes pour faire passer des sacrifices sociaux comme étant dans l'intérêt de la « communauté nationale ».

Vous opposez l'internationalisme prolétarien originel aux réticences du mouvement ouvrier à déléguer des compétences en termes de sécurité sociale vers le niveau européen. À la lumière du lourd passif de

l'Union européenne en terme de moins-disant social, la crainte que l'eupéanisation de la protection sociale ne conduise à une législation a minima au niveau européen, bien moins avantageuse que les acquis sociaux arrachés de haute lutte dans la plupart des pays d'Europe occidentale, n'est-elle pas fondée ?

C'est une vision très court-termiste : il faut en effet analyser les raisons objectives de l'affaiblissement des différents systèmes de sécurité sociale au niveau des États membres. L'une d'entre elles tient précisément à la façon dont l'Union européenne actuelle a joué de la mise en concurrence généralisée des systèmes nationaux. La baisse des charges (sic) patronales est ainsi justifiée par les impératifs de compétitivité. L'intégration négative fut un désastre, car elle ne fut pas compensée par une harmonisation par le haut. Croire qu'on n'a pas besoin de le faire est une illusion profonde, car sans cela on aboutirait à une réduction des sources de financement et à un nivellement vers le bas des normes sociales. Quand on dit qu'il faut harmoniser une partie des standards sociaux, ça ne veut pas dire qu'on doit renoncer aux spécificités nationales : il s'agit simplement de progresser vers une harmonisation, pour petit à petit parvenir au niveau le plus élevé possible pour tous les salariés européens.

Autre exemple : les cycles de contrôles budgétaires two pack et six pack ont été salués par nombre de « fédéralistes trans-courants ». On peut le comprendre dans la mesure où il s'agit d'une étape supplémentaire dans la coordination des politiques économiques, mais on aurait du mal à voir en quoi le renforcement du contrôle et de la discipline budgétaire (qui donnent une justification aux plans d'austérité impulsés par la Commission européenne dans les pays en difficulté comme la Grèce) va dans le sens de l'émancipation des citoyens européens.

Dans Stand Up nous nous opposons aux politiques d'austérité mises en œuvre en Europe parce qu'elles sont délétères tant du point de vue de la justice sociale que d'un point de vue économique : l'austérité budgétaire diminue la demande globale en faisant pression sur les investissements publics et les salaires, ce qui comprime la consommation et donc aussi les investissements des entreprises faute de débouchés anticipés. Ces politiques approfondissent donc le chômage et la précarité et ne permettent pas de mettre en place les conditions d'une véritable relance économique. Stand Up préconise au contraire une augmentation substantielle du budget européen (allant jusqu'à 20% du PIB de l'Union) qui permettrait de financer des investissements utiles socialement et écologiquement et soutenables d'un point de vue environnemental. Cette croissance du budget de l'Union serait financée par l'harmonisation d'une partie de la fiscalité (sur les entreprises et sur les transactions financières) ainsi que par l'eupéanisation de certaines politiques qui permettraient de mettre fin aux gaspillages et aux redondances actuelles (en matière énergétique, dans la défense, la diplomatie, la dette...).

Des études sur le « coût de la non Europe » indiquent que cette mutualisation générerait environ 800 milliards d'euros chaque année, une somme énorme. Pour nous assurer que l'Europe serve davantage les citoyens européens, nous préconisons aussi une harmonisation sociale, par la création d'un revenu minimum au niveau européen. À nouveau, cela ferait sens d'un point de vue à la fois social et économique, puisqu'une augmentation du revenu permettrait aussi de relancer la consommation et donc de redonner du dynamisme à l'économie. Pour lutter contre les orientations néolibérales actuelles, il ne faut donc pas se replier sur la citoyenneté nationale, mais se battre pour l'établissement d'une autre Europe, sociale, démocratique et écologique, en d'autres termes, pour une Europe qui soit au service du citoyen plutôt que des élites.

Ne devrait-on pas attendre de disposer d'une majorité progressiste, portée par un mouvement social fort, avant d'envisager un nouveau saut dans l'intégration ? Doit-on au contraire avancer vers l'intégration sans tenir compte de la tendance politique conservatrice actuellement dominante ?

Il va de soi que nous ne soutenons pas tout type de transferts de souveraineté, ni le fédéralisme à n'importe quel prix. Tout ce qui va dans le sens d'une intégration européenne plus poussée n'est pas acceptable ! Par définition,

une majorité conservatrice telle que présente actuellement ne pourrait mettre en place le fédéralisme tel que nous le concevons. Stand up ne soutient pas la fédéralisation néolibérale en cours, à laquelle je me suis toujours opposé à travers mon travail militant et intellectuel.

C'est par cette volonté de prôner un fédéralisme radicalement différent que nous nous refusons à prendre parti pour les principaux candidats actuels à la présidence de la Commission européenne. Le programme de Guy Verhofstadt, candidat des libéraux, est très fédéraliste, mais beaucoup trop pusillanime sur les questions sociale et démocratique. Il ne s'est par exemple pas engagé sur le droit à l'initiative pleine et entière pour le Parlement européen, ni sur la nomination du président de la Commission, que nous souhaiterions voir élu au suffrage universel. Pas question non plus pour nous de soutenir la candidature de M. Jean-Claude Juncker, le Parti populaire européen se situant très loin de nos priorités. Martin Schultz, candidat des sociaux-démocrates, représente quant à lui les compromissions avec cette Europe dont nous ne voulons pas, opérées par les partis socialistes européens de façon hypocrite (notamment belges, français ou allemands) ou plus assumée (comme le Parti travailliste britannique).

Contre tous ces modèles dépassés, nous souhaitons réorienter l'Europe vers ses dimensions démocratiques et sociales, avec un nouveau compromis social rendu possible par la crise actuelle. Nous voulons en effet sortir le débat entre l'austérité d'une part et la relance par la dépense publique de l'autre. On peut dégager des ressources à travers les économies d'échelle induites par la fédéralisation. L'harmonisation sociale qu'on préconise permettra par ailleurs d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés européens, et donc de relancer la demande.

De telles propositions sont-elles assumées par l'aile droite du mouvement ?

Absolument ! Ces propositions sont porteuses d'un nouveau compromis social au niveau européen. Dans la filiation de la tradition keynésienne, nous pensons pouvoir favoriser des convergences au-delà des contradictions de classe. Il serait erroné de croire que le patronat a des intérêts homogènes. Les entreprises tournées vers le marché intérieur européen ont intérêt à favoriser des politiques de la demande et à une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs européens. Favoriser l'économie de rente est non seulement contre les intérêts des salariés, mais également nuisible d'un point de vue économique, car les ressources ne sont pas réinvesties dans l'économie.

Ce nouveau compromis passe inévitablement par certaines formes de protection économiques et sociales. Alors que l'on avait au départ décidé de ne pas prendre position sur des sujets politiques précis, les membres de Stand Up sont facilement parvenus à se mettre d'accord pour rejeter le Partenariat transatlantique, un dangereux projet qui serait rendu possible par l'Union européenne telle qu'elle fonctionne actuellement, et qui serait inacceptable tant du point de vue démocratique qu'économique.

**Entretien réalisé par échange de courriers électroniques entre le 1^e et le 2 mai, complété par un échange téléphonique le 15 mai.*